



OCCITANIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R76-2023-200

PUBLIÉ LE 2 NOVEMBRE 2023

Sommaire

ARS OCCITANIE / DPR

R76-2023-11-02-00003 - Annule et remplace la page 21/537 correspondant à la couverture du COS (Cadre d'Orientation Stratégique) dans le recueil R76-2023-196 (1 page) Page 3

DDT81 / Economie agricole

R76-2023-06-24-00001 - ARDC - Autorisation préalable d'exploiter tacite à l'attention de monsieur JULIA Nicolas, sous le n° 81232428 (1 page) Page 5

R76-2023-06-27-00012 - ARDC - Autorisation préalable d'exploiter tacite à l'attention de monsieur MORE Brice, sous le n° 81232443 (1 page) Page 7

R76-2023-06-23-00004 - ARDC - Autorisation préalable d'exploiter tacite à l'attention de monsieur SOLEIL Nicolas, sous le n° 81232445 (1 page) Page 9

R76-2023-06-26-00004 - ARDC - Autorisation préalable d'exploiter tacite à l'attention de monsieur TROUCHE Mathieu, sous le n° 81232449 (1 page) Page 11

R76-2023-06-26-00003 - ARDC - Autorisation préalable d'exploiter tacite à l'attention de monsieur ROUGE Jean-Luc, sous le n° 81232447 (1 page) Page 13

R76-2023-06-22-00001 - ARDC - Autorisation préalable d'exploiter tacite à l'attention de monsieur VILLENEUVE Yoann, sous le n° 81232438 (1 page) Page 15

SGAMI SUD / Cabinet

R76-2023-11-02-00005 - Arrêté portant délégation d'ordonnancement secondaire SGAMI sud (10 pages) Page 17

R76-2023-11-02-00004 - Arrêté portant ouverture recrutement police adjoint 2ème session 2024 (2 pages) Page 28

SGAR /

R76-2023-11-02-00007 - Arrêté portant organisation de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie (9 pages) Page 31

R76-2023-11-02-00006 - Décision n°24/2023 portant délégation de signature à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse (18 pages) Page 41

ARS OCCITANIE

R76-2023-11-02-00003

Annule et remplace la page 21/537
correspondant à la couverture du COS (Cadre
d Orientation Stratégique) dans le recueil
R76-2023-196

*Nos priorités de santé
en Occitanie*

CADRE D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

MISE À JOUR
2023-2028



DDT81

R76-2023-06-24-00001

ARDC - Autorisation préalable d exploiter tacite
à l attention de monsieur JULIA Nicolas, sous le
n° 81232428



PRÉFET DU TARN

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction
départementale
des territoires

Service Economie agricole et forestière

Bureau: Mission contrôle des structures

Affaire suivie par : Florence HRNJAK / Gilles LUQUE

Tél: 05 81 27 59 82 / 05 81 59 39

Mèl: ddt-structures@tarn.gouv.fr

Réf.: Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation préalable d'exploiter

Albi, le 26 juin 2023

Monsieur,

J'accuse réception le **24 juin 2023** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation préalable d'exploiter 12,27 ha situés sur les communes de SEMALENS (8,33 ha), appartenant à monsieur JULIA Serge et de PUYLAURENS (3,94 ha), appartenant à monsieur JULIA Serge (3,78 ha) et à l'Indivision JULIA Serge & Maria (0,16 ha) et exploités antérieurement par monsieur JULIA Serge.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes:

- Date de réception de dossier complet : **24/06/2023**
- Numéro d'enregistrement: **n°81232428**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **24 octobre 2023**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

Après la date d'accord tacite et en l'absence de réponse de l'administration, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception **sera affichée et publiée** dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du contrôle des structures et
des aides conjoncturelles

Laurent LOUBRADOU

Monsieur JULIA Nicolas
21 rue Saint Exupéry
81100 CASTRES

19, rue de Ciron
81013 ALBI cedex 13
Ouvert de 9h à 17h30 les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h-00 à 17h30, ou sur rendez-vous.

DDT81

R76-2023-06-27-00012

ARDC - Autorisation préalable d exploiter tacite
à l attention de monsieur MORE Brice, sous le n°
81232443



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Service Economie agricole et forestière

Bureau: Mission contrôle des structures

Affaire suivie par: Gilles LUQUE

Tél: 05 81 27 59 39

Mèl: ddt-structures@tarn.gouv.fr

Albi, le 27 juin 2023

Réf.: Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation préalable d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le **23 juin 2023** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation préalable d'exploiter 22,62 hectares, parcelles sises commune de FREJAIROLLES, appartenant à monsieur et madame Michel et Michèle VAYSSETTE.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes:

- Date de réception de dossier complet: **23/06/2023**
- Numéro d'enregistrement: **n°81232443**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **23 octobre 2023**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

Après la date d'accord tacite et en l'absence de réponse de l'administration, le **présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception **sera affichée et publiée** dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef de la mission contrôle des structures
et des aides conjoncturelles

Laurent LOUBRADOU

Monsieur Brice MORE
56, Chemin de Clairefont

81990 FREJAIROLLES

DDT81

R76-2023-06-23-00004

ARDC - Autorisation préalable d exploiter tacite
à l attention de monsieur SOLEIL Nicolas, sous le
n° 81232445



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Service Economie agricole et forestière

Bureau: Mission contrôle des structures

Affaire suivie par : Florence HRNJAK / Gilles LUQUE

Tél: 05 81 27 59 82 / 05 81 59 39

Mèl: ddt-structures@tarn.gouv.fr

Réf: Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation préalable d'exploiter

Albi, le 04 juillet 2023

Monsieur,

J'accuse réception le **23 juin 2023** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation préalable d'exploiter 22,30 ha situés sur la commune de SALVAGNAC, exploités antérieurement par madame Jocelyne SOLEIL et lui appartenant.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes:

- Date de réception de dossier complet : **23/06/2023**
- Numéro d'enregistrement: **n°81232445**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **23 octobre 2023**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

Après la date d'accord tacite et en l'absence de réponse de l'administration, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception **sera affichée et publiée** dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du contrôle des structures et
des aides conjoncturelles

Laurent LOUBRADOU

Monsieur SOLEIL Nicolas
128 chemin du Bois de Pajau
81630 SALVAGNAC

DDT81

R76-2023-06-26-00004

ARDC - Autorisation préalable d exploiter tacite
à l attention de monsieur TROUCHE Mathieu,
sous le n° 81232449



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Service Economie agricole et forestière
Bureau contrôle des structures et aides conjoncturelles
Affaire suivie par : Florence HRNJAK / Gilles LUQUE
Tél: 05 81 27 59 82 / 05 81 59 39
Mèl: ddt-structures@tarn.gouv.fr
Réf.: Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation préalable d'exploiter

Albi, le 04 août 2023

Monsieur,

J'accuse réception le **26 juin 2023** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation préalable d'exploiter 3,33 ha situés sur la commune de VERDALLE, exploités antérieurement par monsieur MAURIES Alain et lui appartenant.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes:

- Date de réception de dossier complet : **26/06/2023**
- Numéro d'enregistrement: **n°81232449**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **26 octobre 2023**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

Après la date d'accord tacite et en l'absence de réponse de l'administration, le **présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception sera **affichée et publiée** dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du contrôle des structures et
des aides conjoncturelles

Laurent LOUBRADOU

Monsieur TROUCHE Mathieu
Pas Couyoul
425 route de Castres
81110 VERDALLE

DDT81

R76-2023-06-26-00003

ARDC - Autorisation préalable d'exploiter tacite
à l'attention de monsieur ROUGE Jean-Luc, sous
le n° 81232447



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Service Economie agricole et forestière
Bureau contrôle des structures et aides conjoncturelles
Affaire suivie par : Florence HRNJAK / Gilles LUQUE
Tél: 05 81 27 59 82 / 05 81 59 39
Mèl: ddt-structures@tarn.gouv.fr
Réf.: Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation préalable d'exploiter

Albi, le 12 juillet 2023

Monsieur,

J'accuse réception le **26 juin 2023** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation préalable d'exploiter 0,66 ha situés sur la commune de FENOLS, exploités antérieurement par monsieur ROBERT Christian et lui appartenant.

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes:

- Date de réception de dossier complet : **26/06/2023**
- Numéro d'enregistrement: **n°81232447**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **26 octobre 2023**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

Après la date d'accord tacite et en l'absence de réponse de l'administration, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception **sera affichée et publiée** dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du contrôle des structures et
des aides conjoncturelles

Laurent LOUBRADOU

Monsieur ROUGE Jean-Luc
Les Rouges-Hauts
7 chemin du Petit Bois
81600 FENOLS

DDT81

R76-2023-06-22-00001

ARDC - Autorisation préalable d exploiter tacite
à l attention de monsieur VILLENEUVE Yoann,
sous le n° 81232438



PRÉFET DU TARN

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction
départementale
des territoires

Service Economie agricole et forestière

Bureau: Mission contrôle des structures

Affaire suivie par: Gilles LUQUE

Tél: 05 81 27 59 39

Mèl: ddt-structures@tarn.gouv.fr

Albi, le 26 juin 2023

Réf.: Accusé de réception de dossier complet
de demande d'autorisation préalable d'exploiter

Monsieur,

J'accuse réception le **22 juin 2023** de votre dossier **complet** de demande d'autorisation préalable d'exploiter 22,39 ha, parcelles sises communes de LE-DOURN (4,36 ha), de SAINT-CIRGUE (14,83 ha) et de SAINT-JEAN-DELNOUS (3,20 ha), appartenant à monsieur et madame Alain et Sandrine TREMOLIERES (20,29 ha) et à madame Marie-Josée VILLENEUVE (2,10 ha).

Les références administratives de votre dossier sont les suivantes:

- Date de réception de dossier complet: **22/06/2023**
- Numéro d'enregistrement: **n°81232438**

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 4 mois suivant la date de réception de votre dossier complet mentionnée plus haut, l'autorisation d'exploiter vous sera tacitement accordée, à compter du **22 octobre 2023**.

Ce délai d'instruction de 4 mois est susceptible d'être prolongé de deux mois conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime. Dans ce cas, vous en serez avisé **avant la date citée ci-dessus**.

Après la date d'accord tacite et en l'absence de réponse de l'administration, **le présent accusé de réception aura valeur d'attestation d'accord tacite** telle qu'elle est prévue à l'article L. 232-3 du code des relations entre le public et l'administration - titre III section 1. Il ne vous sera donc pas nécessaire de faire une autre demande d'attestation à l'administration pour bénéficier de vos droits.

En cas d'accord tacite, la copie du présent accusé de réception **sera affichée et publiée** dans les mêmes conditions qu'une autorisation expresse conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime : affichage en mairie et publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Conservez dès maintenant ce document qui sera, en cas d'accord tacite, le seul à valoir autorisation d'exploiter le bien foncier agricole que vous avez demandé.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef de la mission contrôle des structures
et des aides conjoncturelles

Laurent LOUBRADOU

Monsieur Yoann VILLENEUVE
La Tonnié

81340 VALENCE-D'ALBIGEOIS

SGAMI SUD

R76-2023-11-02-00005

Arrêté portant délégation d'ordonnancement
secondaire SGAMI sud



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
de la zone de défense et de sécurité Sud**

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'intérieur Sud

**Arrêté du 2 novembre 2023 portant délégation d'ordonnancement secondaire
des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'État
au titre des différents programmes exécutés par le SGAMI de Marseille
et le centre de Services Partagés SGAMI de Marseille**

Le Secrétaire général
de la zone de défense et de sécurité Sud

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n°2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 25 novembre 2022, portant nomination de Monsieur Olivier MARMION, en qualité de secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud, auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité de la zone Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) de la zone de défense et de sécurité Sud ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mai 2023 portant réintégration de Monsieur David PREUD'HOMME en qualité de secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur Sud à compter du 1^{er} août 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MARMION, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur Sud,

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MARMION, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité sud, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur David PREUD'HOMME, secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur Sud.

ARTICLE 2 portant missions relevant du programme 176 police nationale, pour la zone de défense et de sécurité Sud

2 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PREUD'HOMME, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, attaché hors classe d'administration de l'État, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Frédéric BAILHÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Monsieur Laurent LUCZAK, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef du bureau du budget, à Madame Isabelle STURINO, secrétaire administrative de classe supérieure, à Mme Lætitia DI MEO, secrétaire administrative de classe normale, à Monsieur Eric BALZARINI, adjudant-chef, à Monsieur Nadjiboualem CHERRAOUI, secrétaire administratif contractuel, à Madame Christelle HENRY, adjointe administrative, à Madame Inès MOHAMADI, adjointe administrative, à Madame Gaëlle FREYBURGER, adjointe administrative principale de 2^e classe, dans CHORUS, la programmation et le pilotage des crédits relevant du programme 176

- BOP n° 7 – BOP zone de défense et de sécurité Sud en qualité de RBOP délégué du **0176-DSUD**,
- BOP n° 1 – « Commandement, soutien et logistique » en qualité de RUO du centre financier **0176-CCSC-DM13**.

2 – 2 Sont autorisés à exprimer les besoins relevant des crédits de fonctionnement engagés sur le centre financier **0176-CCSC-DM13** qui leur ont été adressés par les chefs de services dûment habilités, dans la limite des montants fixés pour chacun d'eux, ainsi qu'à constater le service fait, les

agents, dont les noms suivent :

| NOM Prénom | NOM Prénom | NOM Prénom |
|-------------------------|---------------------|----------------------|
| ABDECHCHAFI Marine | AHMED Natacha | ANINI Jamale |
| BALZARINI Eric | BATIFOULIER Nicolas | BAUWENS Nathalie |
| CHERRAOUI Nadji-Boualem | BOUWE Lie | CANTAREL Simon |
| BONIFAY Anthony | CAMBON Marie-Ange | CARLI Catherine |
| CAILLAUD Christine | BEURDELEY Henri | ARNOLDY Florence |
| CARACCI Jeremie | CARLÉ Jean-Pierre | COSTANTINI Christine |
| COSTE Stéphanie | COLLIGNON Geneviève | DI MEO Laetitia |
| LUCZAK Laurent | ESTEVE Michaël | FABIE Cyril |
| GONZALEZ François | GRAL Gregory | GUILHOU Corinne |
| CONTET Laetitia | DORU Roland | MOHAMADI Inès |
| LAFROGNE Sylvie | HEDHLI Amal | HENRY Christelle |
| STURINO Isabelle | JEANSELME Sébastien | LATTARD Christophe |
| SLIMANI Linda | FREYBURGER Gaele | MÂCON Catherine |
| MOUNIER Sandra | LONGUEUTAU Vanaraj | VERRELLI Ornella |
| PERINI Jacques | MARTIN Andréa | SECCHI Nadia |
| PASQUIER Vincent | NADEAU Sandrine | RYCKELYNCK Virginie |
| SAUGEZ Loïc | REYNIER Béatrice | SIVY Françoise |
| QUBRI Hakima | | |

Cette procédure dématérialisée sera effectuée sur l'interface informatique CHORUS Formulaire et, le cas échéant, sur des formulaires papiers.

ARTICLE 3 portant missions relevant du programme 216 conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, pour la zone de défense et de sécurité Sud

3- 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PREUD'HOMME, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, attaché hors classe, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Frédéric BAILHÉ, attaché hors classe, adjoint au directeur de l'administration et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Monsieur Laurent LUCZAK, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef du bureau du budget, à monsieur David CURATOLO, capitaine, à Madame Sandy GUERRY, adjudante,

à Monsieur Eric FRAISSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Madame Sonia ROUMANE, adjointe administrative, à Monsieur Stéphane SANCHO, secrétaire administratif contractuel, dans CHORUS, la programmation et le pilotage des crédits relevant du programme 216 « Conduite et Pilotage des Politiques de l'Intérieur » RUO du centre financier **0216-CSGA-DSUD**.

3 – 2 Sont autorisés à exprimer les besoins relevant des crédits de fonctionnement du SGAMI Sud, sur le centre financier **0216-CSGA-DSUD**, qui leur ont été adressés par les chefs de services dûment habilités, dans la limite des montants fixés pour chacun d'eux, ainsi qu'à constater le service fait, les agents, dont les noms suivent :

| NOM Prénom | NOM Prénom | NOM Prénom |
|-------------------------|-----------------------|---------------------|
| ABDECHCHAFI Marine | BAUWENS Nathalie | BAUMIER Marie-Odile |
| BEDDAR Hocine | AMARI Fadila | BONPAIN Patricia |
| BUSSUTIL Anthony | CARLÉ Jean-Pierre | CASTEL Sylvain |
| AOURI Samia | CHRISOKERAKIS Estelle | COLLIGNON Geneviève |
| DE OLIVEIRA Valérie | ESTEVE Michael | GUERRY Sandy |
| FABIE Cyril | FRAISSE Eric | JAMS Jean Expedit |
| BOUGUERN Najat | ISSAUTIER Laurent | LEMARCHAND Michel |
| JEANSELME Sébastien | LATTARD Christophe | MAZZOLO Carine |
| LUCZAK Laurent | MALECKI Jaroslaw | NADEAU Sandrine |
| MENUSIER Stéphane | MOUNIER Sandra | ROUMANE Sonia |
| NOURI Anissa | PICAVET Hélène | SAUGEZ Loïc |
| SABATE-DUMONTEIL Karine | SANCHO Stéphane | SECCHI Nadia |
| SAURIN Linda | SCHMERBER Bernadette | VERDIER Patricia |
| SIVY Françoise | STOUVENEL Camille | VERZENI Thierry |
| TAORMINA Alain | SERAZIN Annie | CURATOLO David |
| VERRELLI Ornella | VERSENT Thierry | ZAKARIA Assaendi |
| VIALARS Marion | VIOU Nicolas | REGLIONI Jenifer |
| JULLIEN Corinne | NEUVILLE Laurence | CAPPELLO Céline |
| VICAR Eric | | |

Cette procédure dématérialisée sera effectuée sur l'interface informatique CHORUS Formulaire et, le cas échéant, sur des formulaires papiers.

3 – 3 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PREUD'HOMME, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée pour effectuer le pilotage des crédits de l'UO contentieux police et gendarmerie, centre financier : 0216-CAJC-DSUD, pour constater le service fait et signer les

demandes de règlement à hauteur de 50 000 euros à Monsieur Sébastien TRUET, attaché hors classe d'administration de l'État, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances et à Monsieur Frédéric BAILHÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration et des finances, jusqu'à 25 000 euros, à Monsieur Cyrille CAMUGLI, attaché d'administration de l'État, chef du bureau du contentieux et du conseil juridique, jusqu'à 25 000 euros, à Madame Hélène MARTINEZ, attachée principale d'administration de l'État, jusqu'à 1 500 euros à Madame Laëtitia BEDNARZ, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, cheffe de la section « indemnisation et recouvrement » et à Mme Anne BERNARD, secrétaire administrative de classe normale, cheffe de la section "protection juridique".

3 – 4 Sont autorisés à exprimer les besoins de l'UO. relative aux moyens alloués à la DSIC, en gestion locale du centre financier **0216-CNUM-DSUD**, adressés par les chefs de services dûment habilités, Madame Estelle CHRISOSSOKERAKIS, contrôleur des services techniques, Madame Valérie DE OLIVEIRA, secrétaire administrative de classe supérieure, Monsieur Laurent ISSAUTIER, adjoint administratif stagiaire, Monsieur Anthony BUSSUTIL, apprenti, appartenant tous au bureau des Moyens et Activités Transverses de la DSIC, dans la limite des montants fixés, ainsi qu'à constater le service fait.

3 - 5 Délégation est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, attaché hors classe d'administration de l'État, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Frédéric BAILHÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Monsieur Laurent LUCZAK, attaché d'administration de l'Etat, adjoint au chef du bureau du budget, à Mme Liliane BROTO, secrétaire administrative de classe normale, à Madame Cécile HAMOUDI, secrétaire administrative de classe normale, Madame Cécile FLORES, adjointe administrative principale seconde classe, Madame Karine SABATE-DUMONTEIL, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, déléguée territoriale de Toulouse à l'effet de certifier le service fait concernant les frais de mission et de formation engagés par les personnels du SGAMI SUD dans le cadre du programme 216.

ARTICLE 4 portant missions relevant du programme 303 lutte contre l'immigration irrégulière, pour la zone de défense et de sécurité Sud

4 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PREUD'HOMME, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, attaché hors classe d'administration de l'État, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, à Monsieur Frédéric BAILHÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration et des finances, à Monsieur Jean-Pierre CARLÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, chef du bureau du budget, à Monsieur Laurent LUCZAK, attaché d'administration de l'Etat, adjoint au chef du bureau du budget, à Monsieur David CURATOLO, capitaine, à Madame Sandy GUERRY, adjudante, à Monsieur Eric FRAISSE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Monsieur Nicolas VIOU, secrétaire administratif contractuel pour effectuer, dans CHORUS, la programmation et le pilotage des crédits relatifs au

fonctionnement des centres de rétention administrative relevant du centre financier 0303-CLII-DSUD du programme 303.

4 – 2 Sont autorisés à exprimer les besoins relevant des crédits de fonctionnement du SGAMI Sud, sur le centre financier **0303-CLII-DSUD**, qui leur ont été adressés par les chefs de services dûment habilités, dans la limite des montants fixés pour chacun d'eux, ainsi qu'à constater le service fait, les agents, dont les noms suivent :

| NOM Prénom | NOM Prénom | NOM Prénom |
|-------------------|-------------------|-------------------|
| CARLÉ Jean-Pierre | GUERRY Sandy | VIOU Nicolas |
| FRAISSE Eric | CURATOLO David | LUCZAK Laurent |

ARTICLE 5 portant missions du centre de services partagés CHORUS, pour la zone de défense et de sécurité Sud –MI5PLTF013

5 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PREUD'HOMME, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 est donnée à Monsieur Sébastien TRUET, attaché hors classe d'administration de l'État, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directeur de l'administration générale et des finances, et :

- à Monsieur Frédéric BAILHÉ, attaché hors classe d'administration de l'État, adjoint au directeur de l'administration générale et des finances ;
- à Madame Sylvie BERNARDINI, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du CSP en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables d'unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les Programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363, 348, 780 ;
- à Mme Jeanine MAWIT, attachée d'administration de l'État, adjointe à la cheffe du CSP SGAMI Sud(Centre de Services Partagés SGAMI Sud), en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables d'unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les Programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363, 348, 780 ;
- à Monsieur Eric MECENERO, adjudant chef, adjoint au chef du bureau des dépenses courantes (centre de services partagés SGAMI Sud) en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables des unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les Programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363, 780 ;
- à Monsieur Mickaël TALLARICO, attaché d'administration de l'État, chef de bureau de la performance financière (centre de services partagés SGAMI Sud) en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables des unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363 , 348, 780 ;

- à Madame Muriel MOSCATELLI, attachée d'administration de l'État, chef de bureau dépenses métiers et recettes non fiscales (centre de services partagés SGAMI Sud) en tant que service ordonnateur agissant pour le compte des responsables des unités opérationnelles, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les programmes 176, 152, 161, 303, 723, 216, 354, 362, 363, 348, 780.

5 – 2 Dans le cadre de l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État, délégation est accordée aux agents « responsables », dont les noms suivent, relevant du centre de services partagés CHORUS, en fonction de leur habilitation, aux fins d'exécution dans CHORUS des décisions des prescripteurs, et en particulier pour la validation des demandes de paiement (incluant les loyers de la gendarmerie relevant du P152), des engagements juridiques (incluant les loyers de la gendarmerie relevant du P152), des engagements de tiers, des recettes non fiscales et de la comptabilité auxiliaire des immobilisations :

| RESPONSABLES | | |
|---------------------|---------------------|---------------------|
| APELIAN Josiane | BOUET Marlène | CASTELAIN Elisabeth |
| CELENTANO Anne | CHAURIS Josée-Laure | DAL Sylvie |
| DINOT Anne-Marie | ENGEL Nathalie | GABOURG Martiny |
| GACONIER Sylvie | GALIBERT Jean-Paul | GANGAI Solange |
| GRANDIN Catherine | GIL Marlène | IBERSIENE Soazig |
| JEBALI Wafa | LUCAS Julie | MARQUOIN Isabelle |
| MATTEI Magali | MTOURIKIZE Nailati | SANCHO Emmanuelle |
| VAUCHEY Aurore | RENAULT Céline | TROMBETTA Aline |
| ROSSELLO Christophe | TAPON Mélissa | LUCETTE Lauranne |

5 – 3 Dans le cadre de l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État, délégation est accordée aux agents « gestionnaires », dont les noms suivent, relevant du centre de services partagés CHORUS, en fonction de leur habilitation, aux fins d'exécution dans CHORUS des décisions des prescripteurs et en particulier pour la saisie des demandes de paiement, des engagements juridiques, des engagements de tiers, des recettes non fiscales, de la comptabilité auxiliaire des immobilisations ainsi que de la certification du service fait :

| GESTIONNAIRES | | |
|---------------------|-------------------|------------------------|
| | APELIAN Josiane | BAROZZI Elodie |
| BOUDENAH Célia | ED DOUAZI Nassima | BOUET Marlène |
| CASTELAIN Elisabeth | BERNARDINI Sylvie | BOYER Marie-Antoinette |
| DINOT Anne-Marie | BOUDON Amélie | CHAURIS Josée-Laure |

| | | |
|--------------------|---------------------------|------------------------|
| ESCOUBET Romain | CELENTANO Anne | COURCIER Coralie |
| FATAN Amira | HASSANI Kahina | DEGEILH Isabelle |
| GACONIER Sylvie | DECKERT Lydie | DOUNA Sandy |
| GANGAI Solange | DJERIBIE Ida | FANISE Magali |
| CHAKRI Zaineb | ETIENNE GERMAN Hélène | GABOURG Martiny |
| JEBALI Wafa | GIL Marlène | GALIBERT Véronique |
| DEKHIL Farida | GALIBERT Jean-Paul | GRANDIN Catherine |
| LUCAS Julie | GELLIBERT Isabelle | HERNANDEZ Emmanuel |
| MAS Morgane | PALMERINI Alicia | JAMET Béatrice |
| MESNARD Céline | HNACIPAN Schulz | KWIECIEN Brigitte |
| NUYTTEN Yasmina | ENGEL Nathalie | |
| PELUSO Virginie | SAMII Laila | MATTEI Magali |
| PEYRE Guilhem | LUCIANAZ Valérie | MECENERO Eric |
| RASOANARIVO Damien | MATEOS Corinne | |
| ROCH Monique | MARQUOIN-LAROU I Isabelle | PELLERIN Véronique |
| RUGGIU Audrey | NABIL Rajae | DEMMANE-DEBBIH Imm ene |
| ESQUIER LIONEL | OULION Tony | PLANTEL Laura |
| SANCHO Emmanuelle | SEHABA Sarah | RENAULT Céline |
| MANCINO Gwendoline | ROBLES Anaïs | ROMANELLI Laurent |
| TEROOATEA Raimere | CARACENA Laura | SALVATI Laëtitia |
| TROMBETTA Aline | RIFFARD Elisabeth | TALLARICO Mickael |
| LUCETTE Lauranne | SALOMONE Fabien | SAVINO Ambre |
| TAPON Mélissa | OUTAIDELT Neyla | VILLECROZE Valérie |
| CAUSSAT Elsa | MJERI Ibtisame | FARINA Emmanuelle |
| SIFFLET Lindsay | MTOURIKIZE Nailati | IDRISSI Am ele |
| | MARTIN Isabelle | VANNIER Angélique |
| VAUCHEY Aurore | MAWIT Jeanine | MARIE Grégoire |
| GANGAI Solange | GEFFROY Marie-Gabrielle | PERRIER Emilie |

| | | |
|--------------|-------------------|--|
| SINTES Julie | MOSCATELLI Muriel | |
|--------------|-------------------|--|

ARTICLE 6 portant dépenses de personnel, de frais de changement de résidence et de frais médicaux.

6 – 1 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PREUD'HOMME, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 sera exercée par Madame Françoise SIVY, attachée principale de l'administration de l'État, conseiller d'administration du ministère de l'Intérieur et de l'outre-mer, directrice des ressources humaines, Madame Nadia SECCHI, attachée principale d'administration de l'État, adjointe à la directrice des ressources humaines, Madame Sandrine GUINTI, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du pôle d'expertise et de services, Madame Camille CHEVALLIER, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du pôle d'expertise et de services et Madame Marie-Céline TRISTANI, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du pôle d'expertise et de services, Madame Céline PERAZZIO, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du pôle d'expertise et de services, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'État et uniquement :

- pour le ministère 209, programmes 152, 216, 161, 176, 232 et 354,
- pour le ministère 245, programme 147,
- pour le ministère 250, programme 148,

- en vue de la liquidation des dépenses de titre II hors PSOP et de la liquidation des frais de changement de résidence.

En outre, dans le cadre de la pré-liquidation des rémunérations en mode gestion intégrée du système d'information RH, la délégation de signature sera exercée en vue de la signature de certificats ou pièces justificatives adressés au comptable par :

- Madame Catherine LAPARDULA, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau des personnels administratifs, techniques et scientifiques et Madame Camille MADINIER, attachée d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau des personnels administratifs, techniques et scientifiques concernant les personnels contractuels;
- Monsieur Michel BOURELLY, attaché principal d'administration de l'État, chef du bureau des actifs, et Madame Fabienne ROUCAIROL, attachée principale d'administration de l'État, adjointe au chef du bureau des actifs, concernant les personnels réservistes et l'avantage spécifique d'ancienneté.

6 – 2 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David PREUD'HOMME, la délégation qui lui est consentie à l'ARTICLE 1 sera exercée par Madame Françoise SIVY, attachée principale de l'administration de l'État, conseiller d'administration du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, directrice des ressources humaines, Madame Nadia SECCHI, attachée principale d'administration de l'État, adjointe à la directrice des ressources humaines, Madame Isabelle FAU, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau des affaires médicales et sociales, et Monsieur Jean-Laurent GASPARD, attaché d'administration de l'État, adjoint au chef du bureau des affaires médicales et sociales, pour la programmation, le pilotage des crédits relatifs aux frais médicaux et la constatation du service fait.

Au titre de la Délégation territoriale de Toulouse, la délégation sera exercée par Madame Catherine FEUILLERAT, attachée principale d'administration de l'État, cheffe du bureau des affaires sociales et Madame Isabelle PEREZ, secrétaire administrative de classe supérieure, adjointe au chef du bureau des affaires sociales, pour la constatation du service fait.

ARTICLE 7

L'arrêté du 27 septembre 2023 portant délégation d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'État au titre des différents programmes exécutés par le SGAMI Sud et le Centre de Services Partagés SGAMI sud est abrogé.

ARTICLE 8

Le secrétaire général adjoint pour l'administration du ministère de l'intérieur sud est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures chefs-lieux des régions PACA, Occitanie et Corse.

Fait à Marseille, le 2 novembre 2023
Le Secrétaire général
de la zone de défense
et de sécurité sud

Olivier MARMION

SGAMI SUD

R76-2023-11-02-00004

Arrêté portant ouverture recrutement police
adjoint 2ème session 2024



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
de la zone de défense et de sécurité Sud**

**Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'intérieur Sud**

Direction des ressources humaines
Bureau du recrutement
N° SGAMI/DRH/BR/ N°2023/32

**LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DE REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE**

**Arrêté portant ouverture d'un recrutement des Policiers Adjoints de la Police Nationale
– 2ème session 2024**

VU le Code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n°2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et de la sécurité intérieure ;

VU le décret n°2015-76 du 27 janvier 2015 modifiant diverses dispositions relatives aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

VU le décret n°2016-684 du 26 mai 2016 modifiant le code de la sécurité intérieure et relatif au recrutement des adjoints de sécurité;

VU le décret du 25 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Olivier MARMION, en qualité de secrétaire général de la zone de défense et de sécurité sud auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, préfet de la zone de défense et de sécurité sud, préfet des Bouches du Rhône ;

VU l'arrêté du 24 août 2000, modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes;

VU l'arrêté du 24 août 2000 modifié fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes;

VU l'arrêté du 6 juin 2006 modifié portant règlement général d'emploi de la police nationale;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité sud ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MARMION, secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud auprès du

préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur
Olivier COTE, adjoint au chef du bureau du recrutement ;

VU la circulaire NOR/INT/C/93/2600/C du 2 janvier 2020 relative aux adjoints de sécurité de
la police nationale;

SUR proposition du secrétaire général de la zone de défense et de sécurité Sud :

ARRETE

ARTICLE 1ER – Un recrutement de policier adjoint est organisé dans le ressort du secrétariat
général pour l'administration du ministère de l'intérieur sud. Les départements concernés sont
les : 04 – Alpes-de-Haute-Provence – 05 Hautes-Alpes – 06 Alpes-Maritimes – 09 Ariège –
11 Aude – 12 Aveyron – 13 Bouches-du-Rhône – 2A Corse-du-Sud – 2B Haute-Corse –
30 Gard – 31 Haute-Garonne – 32 Gers – 34 Hérault – 46 Lot – 48 Lozère – 65 Hautes-
Pyrénées – 66 Pyrénées-Orientales – 81 Tarn – 82 Tarn-et-Garonne – 83 Var – 84 Vaucluse

ARTICLE 2 – La date d'ouverture des inscriptions est fixée au 07 Novembre 2023.

La date limite de retrait des dossiers est fixée au 02 Février 2024.

La date limite de dépôt des dossiers et des inscriptions en ligne est fixée également au 02
Février 2024 (le cachet de la poste faisant foi).

ARTICLE 3 – Les épreuves écrites auront lieu à compter du 04 mars 2024 à Marseille, Nice,
Nîmes, Toulouse et en Corse (un centre d'examen à Perpignan pourra être ouvert si le nombre
de candidats le nécessite).


Les épreuves sportives auront lieu à Marseille, Nice, Nîmes, Toulouse et en Corse à
compter du 04 Mars 2024 (un centre d'examen à Fos-sur-Mer, Martigues, Coudoux et/ou
Perpignan pourront être ouverts si le nombre de candidats le nécessite).

Les candidats déclarés admissibles seront convoqués pour l'épreuve d'admission qui
aura lieu à Marseille, Nice, Nîmes, Toulouse et en Corse (un centre d'examen à Perpignan
pourra être ouvert si le nombre de candidats le nécessite) à compter du 29 avril 2024.

ARTICLE 4 – le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet de région Provence
Alpes Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 02/11/2023

Pour le préfet et par délégation,
l'adjoint au chef du bureau du
recrutement,


Olivier COTE

SGAR

R76-2023-11-02-00007

Arrêté portant organisation de la Direction
régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement de la région Occitanie



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté

**portant organisation de la direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de la région Occitanie**

**Le préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

Vu le décret n° 2016-1689 du 8 décembre 2016 fixant le nom, la composition et le chef-lieu des circonscriptions administratives ;

Vu le décret en conseil des ministres du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 26 mai 2021 portant nomination de Mme Zoé MAHE, adjointe au secrétaire général pour les affaires régionales, chargée du pôle « politiques publiques » ;

Vu l'arrêté portant intérim du secrétaire général pour les affaires régionales et délégation de signature aux agents du SGAR en date du 27 septembre 2023 ;

1 rue de la Cité administrative
CS 80002
31074 TOULOUSE CEDEX 9
Tél. 05 61 58 50 00
www.occitanie.gouv.fr

Vu l'arrêté du 18 octobre 2019 de la ministre de la Transition écologique et solidaire et de la ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, désignant Monsieur Patrick BERG directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie à compter du 1^{er} décembre 2019 ;

Vu l'avis du comité social d'administration de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, réuni le 19 septembre 2023 ;

Sur proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales par intérim,

Arrête :

Article 1 :

L'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, appelée « DREAL » dans la suite du présent arrêté, est constituée des structures suivantes rattachées au directeur régional :

- le secrétariat général,
- le cabinet de direction et de la communication,
- la direction de l'appui régional,
- la direction des risques industriels,
- la direction des risques naturels,
- la direction des transports,
- la direction de l'écologie,
- la direction de l'énergie et de la connaissance,
- la direction de l'aménagement,
- l'unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales,
- l'unité inter-départementale du Gard et de la Lozère,
- l'unité départementale de l'Hérault,
- l'unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers,
- l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège,
- l'unité inter-départementale du Tarn et de l'Aveyron,
- l'unité inter-départementale de Tarn-et-Garonne et du Lot.

Article 2 :

- le secrétariat général est chargé de la gestion stratégique et du pilotage des moyens budgétaires, humains et matériels nécessaires au fonctionnement de la DREAL. Son organisation est précisée en annexe ;
- le cabinet de direction et de la communication est chargé de la coordination et de la gestion des sollicitations externes, de l'affirmation de l'identité de la DREAL et de la constitution d'une culture commune ; cette entité constitue un lien entre les deux grandes implantations de la DREAL ;

- la direction de l'appui régional est chargée du pilotage des moyens humains et des budgets opérationnels des acteurs qui portent les politiques publiques du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT) et du Ministère de la Transition Énergétique (MTE) en région ; elle assure la mise en œuvre de prestations mutualisées en matière de comptabilité publique, de ressources humaines, de médecine de prévention et de service social régional pour ces entités. Son organisation est précisée en annexe ;

- la direction des risques industriels est chargée, avec l'appui du réseau des unités inter-départementales, de la prévention des risques technologiques (installations classées, équipements sous pression, canalisation, mines et véhicules routiers), de la réduction des pollutions chimiques, biologiques et des diverses nuisances sur l'environnement, ainsi que de l'après-mine. Son organisation est précisée en annexe ;

- la direction des risques naturels est chargée du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques, de la prévision des crues, de l'hydrométrie, de la prévention des risques naturels et du contrôle des concessions hydroélectriques (tutelle et renouvellement par mise en concurrence). Son organisation est précisée en annexe ;

- la direction des transports est chargée du développement des infrastructures de transports de l'État et du contrôle des transports terrestres ; elle participe à la promotion d'une mobilité durable. Son organisation est précisée en annexe ;

- la direction de l'écologie est chargée de la préservation du patrimoine naturel par la prise en compte et la mise en cohérence des politiques publiques en faveur de l'eau y compris sur les bassins Adour-Garonne et Rhône-Méditerranée, des milieux marins (dont police de l'eau littorale) et de la biodiversité (dont dérogations aux interdictions relatives aux espèces protégées) ;

- la direction de l'énergie et de la connaissance est chargée de conduire et de coordonner les politiques de l'État en matière d'énergie, de climat, de qualité de l'air, de développement durable, de connaissance et d'Autorité Environnementale ; cette direction porte la transition énergétique au niveau régional ;

- la direction de l'aménagement est chargée de piloter et d'animer la politique du logement, de contribuer à la mise en œuvre des politiques d'aménagement durable du territoire, de la rénovation urbaine et de l'amélioration de l'habitat, de promouvoir la qualité de la construction et de préserver les sites et paysages. Son organisation est précisée en annexe.

Article 3 :

Les unités inter-départementales assurent à l'échelle départementale ou inter-départementale et sous le pilotage fonctionnel de la direction des risques industriels, des missions de police des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris les sites SEVESO, l'inspection du travail dans les mines et carrières et la supervision des centres de contrôle des véhicules, la réception des véhicules et, selon les unités inter-départementales, les équipements sous pression, la réforme anti-endommagement et la police des mines.

Les ressorts d'intervention des unités départementales, selon les missions concernées, sont précisés en annexe.

Article 4:

L'arrêté préfectoral du 3 juillet 2023 est abrogé.

Article 5 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales par intérim de la région Occitanie et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Toulouse le 02.11.2023

Le préfet de la région
Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne



Pierre-André DURAND

ANNEXES

Annexe – Unités départementales

| Unité départementale | Compétences mises en œuvre | Ressort d'exercice des compétences |
|---|--|--|
| Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales | Missions ICPE, ESP, canalisations, produits chimiques, déchets, mine et après-mine | Départements Aude et Pyrénées-Orientales |
| | Mission contrôle véhicules | |
| | Mission inspection du travail mines et carrières | |
| Unité inter-départementale du Gard et de la Lozère | Missions ICPE, ESP, canalisations, produits chimiques, déchets, mine et après-mine | Départements Gard et Lozère |
| | Mission contrôle véhicules ⁽¹⁾ | |
| | Mission inspection du travail mines et carrières | |
| Unité départementale de l'Hérault | Missions ICPE, ESP, canalisations, produits chimiques, déchets, mine et après-mine | Département Hérault |
| | Mission contrôle véhicules | |
| | Mission inspection du travail mines et carrières | |
| Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers | Missions ICPE, ESP, canalisations, produits chimiques, déchets, mine et après-mine | Départements Hautes-Pyrénées et Gers |
| | Mission contrôle véhicules ⁽²⁾ | |
| | Mission inspection du travail mines et carrières | |
| | Mission contrôle ouvrages hydrauliques | |

| Unité départementale | Compétences mises en œuvre | Ressort d'exercice des compétences |
|---|--|--------------------------------------|
| Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège | Missions ICPE, ESP, canalisations, produits chimiques, déchets, mine et après-mine | Départements Haute-Garonne et Ariège |
| | Mission contrôle véhicules | |
| | Mission inspection du travail mines et carrières | |
| Unité inter-départementale du Tarn et de l'Aveyron | Missions ICPE, ESP, canalisations, produits chimiques, déchets, mine et après-mine | Départements Tarn et Aveyron |
| | Mission contrôle véhicules | |
| | Mission inspection du travail mines et carrières | |
| Unité inter-départementale de Tarn-et-Garonne et du Lot | Missions ICPE, ESP, canalisations, produits chimiques, déchets, mine et après-mine | Départements Tarn-et-Garonne et Lot |
| | Mission contrôle véhicules ⁽²⁾ | |
| | Mission inspection du travail mines et carrières | |
| ⁽¹⁾ réalisée par l'unité départementale de l'Hérault à compter du 1 ^{er} mai 2022 | | |
| ⁽²⁾ réalisée par l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège | | |

Annexe – Direction de l'Appui Régional

| Structure N-2 | Structure N-3 |
|--|--------------------------------|
| Division Comptabilité Publique Mutualisée | Unité spécialisée « Marché » |
| | Unité spécialisée « Recettes » |
| | Unité généraliste Ouest |
| | Unité généraliste Est |
| Division Animation et Pilotage des Effectifs | |
| Unités Médecine de Prévention | |
| Unité Service Social Régional | |

Annexe – Direction des risques industriels

| Structure N-2 |
|--|
| Département des risques accidentels |
| Département des risques chroniques |
| Département sol sous-sol et éoliennes et pôle après-mines sud |
| Département véhicules équipement sous pression - Canalisations |

Annexe – Direction de l'aménagement

| Structure N-2 |
|--------------------------------------|
| Département sites et paysages |
| Département urbanisme et territoires |
| Département habitat-logement |
| Département bâtiment-construction |

Annexe – Direction des transports

| Structure N-2 | Structure N-3 |
|--|---|
| Département maîtrise d'ouvrage des routes nationales | Division maîtrise d'ouvrage des routes nationales Est |
| | Division maîtrise d'ouvrage des routes nationales Ouest |
| Département mobilité et sécurité routière | Pôle observatoires |
| | Pôle sécurité routière |
| Département transports routiers | Division Transports routiers Est |
| | Division Transports routiers Ouest |
| Division programmation et gestion financière | Unité Programmation et gestion financière |

Annexe – Secrétariat Général

| Structure N-2 | Structure N-3 |
|---|-------------------------|
| Département gestion des ressources humaines | Unité Ouest |
| | Unité Est |
| Division des systèmes d'information | |
| Unité gestion financière | |
| Division immobilier logistique archives | Mission archives |
| | Pôle achats-conventions |
| | Pôle immobilier-foncier |
| | Pôle logistique |
| Unité performance astreinte défense | |
| Unité juridique | Unité Ouest |
| | Unité Est |

Annexe – Direction des risques naturels

| Structure N-2 | Structure N-3 |
|--|-----------------------------|
| Département prévention des risques naturels | |
| Département prévision des crues et hydrométrie | Division Méditerranée Ouest |
| | Division Garonne Tarn Lot |
| | Unité système d'information |
| Département ouvrages hydrauliques et concessions | |

SGAR

R76-2023-11-02-00006

Décision n°24/2023 portant délégation de signature à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

**Décision n°24/2023
portant délégation de signature
à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse**

Le directeur interrégional,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances,

Vu le décret n° 65-73 du 27 janvier 1965 modifiant les circonscriptions des directions régionales des services pénitentiaires en métropole,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Vu l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 30 décembre 2005 portant règlement de comptabilité du ministère de la Justice pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,

Vu l'arrêté du 7 avril 2009 portant implantation d'unités opérationnelles auprès des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire pour le compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire »,

Vu l'arrêté du 7 avril 2009 portant implantation d'unités opérationnelles auprès des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire pour le budget général,

Vu l'arrêté du 29 juin 2009 portant règlement de comptabilité au ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'état pour la désignation d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère de la justice et des libertés sur le programme n°309 « entretien des bâtiments de l'Etat »

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 2010 portant règlement de comptabilité du ministère de la justice et des libertés pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,

Vu l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 14 janvier 2019 portant nomination de Monsieur Stéphane Gély, directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse,

Vu l'arrêté en date du 3 mars 2023 de Monsieur Pierre-André Durand, Préfet de la Région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne, portant délégation de signature à Monsieur Stéphane Gély, directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse,

Décide :

Délégation d'engagement et de mandatement des recettes et dépenses

Article 1 : En mon absence, délégation est donnée, à Monsieur Arnaud MOUMANEIX, directeur interrégional adjoint à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse, à Madame Chloé GARDENAL, secrétaire générale à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au pilotage du budget opérationnel de programme de la direction interrégionale de Toulouse ainsi que les actes relatifs à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le compte de commerce 912 « cantine des détenus au travail dans le cadre pénitentiaire ».

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud MOUMANEIX, et de Madame Chloé GARDENAL, délégation est donnée à Madame Stéphanie LACOMBE, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe du département du budget et des finances, à Madame Barbara WURTZEL, attachée d'administration de l'Etat, adjointe à la cheffe du département du budget et des finances de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au pilotage du budget opérationnel de programme de la direction interrégionale de Toulouse – hors titre 2 ainsi que les actes relatifs à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le compte de commerce 912 « cantine des détenus au travail dans le cadre pénitentiaire ».

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud MOUMANEIX, et de Madame Chloé GARDENAL, délégation est donnée à Madame Catherine MOREAU, directrice des services pénitentiaires,

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Toulouse

chefe du département des ressources humaines et des relations sociales, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au pilotage du budget opérationnel de programme de la direction interrégionale de Toulouse – titre 2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud MOUMANEIX, et de Madame Chloé GARDENAL, délégation est donnée à Madame Esther MARCOS, directrice technique des services pénitentiaires, cheffe du département des affaires immobilières, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes relatifs au code UO 0107-F175-3175.

Article 5 : Délégation est donnée à Madame Patricia REULET, directrice des services pénitentiaires, cheffe du département de la sécurité et de la détention, et à Madame Sophie AVRIL, cheffe des services pénitentiaires de classe normale, adjointe à la cheffe du département de la sécurité et de la détention, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département de la sécurité et de la détention.

Article 6 : Délégation est donnée à Monsieur Rodolphe MANGEL, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation, chef du département des politiques d'insertion, de la probation et de la prévention de la récidive, et à Madame Stéphanie LIENARD, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, adjointe au chef du département des politiques d'insertion, de la probation et de la prévention de la récidive, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des politiques d'insertion, de la probation et de la prévention de la récidive.

Article 7 : Délégation est donnée à Madame Catherine MOREAU, directrice des services pénitentiaires, cheffe du département des ressources humaines et des relations sociales, et à Madame Annick LANCELLE, attachée d'administration de l'Etat, adjointe à la cheffe du département des ressources humaines et des relations sociales, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des ressources humaines et des relations sociales.

Article 8 : Délégation est donnée à Madame Esther MARCOS, directrice technique des services pénitentiaires, cheffe du département des affaires immobilières, et à Monsieur Julien ESPEU, directeur technique, adjoint à la cheffe du département des affaires immobilières, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des Affaires Immobilières.

Article 9 : Délégation est donnée à Monsieur Dominique CLARY, cadre technique contractuel, chef du département des systèmes d'information, à Monsieur Sébastien CHAUSY, directeur technique, adjoint au chef du département des systèmes d'information, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par le département des systèmes d'information.

Article 10 : Délégation est donnée à Monsieur Frédéric SEGUELA, directeur des services pénitentiaires, chef de la cellule interrégionale du renseignement pénitentiaire, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par la cellule interrégionale de renseignement pénitentiaire.

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

Article 11 : Délégation est donnée à Monsieur Patrick SEGUINAUD, chef des services pénitentiaires, chef de l'autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires, à Monsieur Christian WACQUEZ, capitaine pénitentiaire, adjoint au chef de l'autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires, de signer, au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par l'autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires.

Article 12 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des centres de coût suivants, ainsi que du compte de commerce 912 afférent dans la limite de 20 000 € par acte, à :

| CENTRES DE COUT | Délégation donnée au chef d'établissement | Délégation donnée à l'adjoint(e) en l'absence du chef d'établissement | Délégation donnée en l'absence du chef d'établissement et de son adjoint |
|--|---|---|--|
| Centre pénitentiaire de Béziers | Madame Gaëlle Verschaevé, directrice des services pénitentiaires hors classe | Madame Maud Deslandes, directrice des services pénitentiaires | Madame Marie-Mylène Begue, attachée d'administration de l'Etat |
| Centre de détention de Muret | Madame Valérie Stempfer, directrice des services Pénitentiaires hors classe | Madame Laurence Lamothe Suhit, directrice des services pénitentiaires | Madame Christèle Chevalier, attachée d'administration de l'Etat |
| Centre pénitentiaire de Lannemezan | Madame Christel Drouet, directrice des services Pénitentiaires hors classe | Madame Evelyne Lecloirec, directrice des services Pénitentiaires | Madame Stéphanie Doms, attachée d'administration de l'Etat |
| Centre pénitentiaire de Perpignan | Monsieur Dimitri Besnard, directeur des services pénitentiaires | Madame Camille Deroche, Directrice des services pénitentiaires | Madame Céline Caubel, attachée d'administration de l'Etat |
| Maison d'arrêt de Nîmes | Madame Aurélie Martinière, directrice des services Pénitentiaires hors classe | Madame Christine Harouat, directrice des services pénitentiaires | Madame Mélodie Forin, attachée principale d'administration de l'Etat |
| Centre pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone | Madame Pauline Rossignol, directrice des services pénitentiaires | Madame Cécile Izard, directrice des services pénitentiaires | Madame Fatima Boukezzoula, attachée d'administration de l'Etat |
| Centre pénitentiaire de Toulouse-Seysses | Monsieur Philippe Audouard, directeur des services pénitentiaires hors classe | Madame Julie Lambert, directrice des services pénitentiaires | Madame Céline Séguela, attachée d'administration de l'Etat |

Article 13 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que, le cas échéant, du compte de commerce 912 des centres de coût et, pour leur fonctionnement propre, des départements, services et cellule suivants, dans la limite de 15 000 € par acte:

| CENTRES DE COUT ET SERVICES | Délégation donnée au chef d'établissement ou de département | Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du chef d'établissement ou de département | Délégation donnée en l'absence du chef d'établissement et de son adjoint |
|-----------------------------|---|--|--|
| Maison d'arrêt d'Albi | Monsieur Patrick Migliaccio, chef des services pénitentiaires | Madame Sandrine Roche, chef des services pénitentiaires | Madame Chrystelle Brun, secrétaire administrative grade 1 |
| | | | |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | | |
|--|---|--|--|
| Maison d'arrêt de Carcassonne | Monsieur Michel Kaci, chef des services pénitentiaires | Monsieur Nicolas Canet, Chef des services pénitentiaires | |
| Maison d'arrêt de Foix | Madame Anne Lepionnier, Chef des services pénitentiaires | Madame Nathalie Gennardi, chef des services pénitentiaires | |
| Maison d'arrêt de Mende | Monsieur Emmanuel Eynard chef des services pénitentiaires | Madame Christelle Charlin, chef des services pénitentiaires | |
| Maison d'arrêt de Montauban | Monsieur Franck Rivière, chef des services pénitentiaires | Monsieur Sébastien Legouesbe, chef des services pénitentiaires | Madame Karine Combres, Secrétaire Administratif |
| Maison d'arrêt de Rodez | Monsieur Thierry Deliessche, chef des services pénitentiaires | Monsieur Christophe Breucq, chef des services pénitentiaires | |
| Centre de détention de Saint-Sulpice | | Monsieur Eric Marko, chef des services pénitentiaires | Madame Martine Kaci, secrétaire administrative |
| Maison d'arrêt de Tarbes | Monsieur Patrick Delanne, chef des services pénitentiaires | Madame Aurélie Cobourg, chef des services pénitentiaires | |
| Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Lavaur | Monsieur Yvan Baron, Directeur des services pénitentiaires | Madame Noémie Ferrand, directrice des services pénitentiaires | |
| Département Sécurité et Détention | Madame Patricia Reulet, directrice des services pénitentiaires | Madame Sophie Avril, Cheffe des services pénitentiaires | |
| Département des Politiques d'Insertion, de la probation et de la Prévention de la Récidive | Monsieur Rodolphe Mangel, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Stéphanie Lienard, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Céline Corsetti, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Département des ressources humaines et des relations sociales | Madame Catherine Moreau, directrice des services pénitentiaires | Madame Annick Lancelle, attachée d'administration de l'Etat | |
| Département du Budget et des Finances | Madame Stéphanie Lacombe, attachée principale d'administration de l'Etat | Madame Barbara Wurtzel, attachée d'administration de l'Etat | |
| Département des systèmes d'information | Monsieur Dominique Clary, cadre technique contractuel | Monsieur Sébastien Chauvy, directeur technique | |
| Département des affaires immobilières | Madame Esther Marcos, directrice technique | Monsieur Julien Espeu, directeur technique | |
| Service du contrôle de gestion | Monsieur Stéphane Bordet, Attaché d'administration de l'Etat | Monsieur Romain Vallette, secrétaire administratif | |
| Service du droit pénitentiaire | Madame Isabelle Gerbier, directrice des services pénitentiaires | | |
| Cellule interrégionale de renseignement pénitentiaire | Monsieur Frédéric Seguela, Directeur des services pénitentiaires | | |
| Bureau des affaires générales | Monsieur Eric Dingli, attaché d'administration de l'Etat | Madame Emilie Bétaillouloux, agent contractuel | |

Article 14 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des centres de coût suivants dans la limite de 15 000 € par acte :

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| CENTRES DE COUT | Délégation donnée au directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Délégation donnée en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation et de son adjoint |
|--|--|---|---|
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation de la Haute-Garonne et de l'Ariège | Madame Véronique Dumas, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Monsieur Sébastien Dumont, directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Chrystelle Lecoq, attachée principale d'administration de l'Etat |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault | Monsieur Pierrick Leneveu, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Madame Emilie Morin, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Monsieur Stéphane Lecoq, attaché d'administration de l'Etat |

Article 15 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des centres de coût suivants dans la limite de 12 000 € par acte et afin d'assurer leur fonctionnement propre :

| CENTRES DE COUT | Délégation donnée au directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Délégation donnée en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation et de son adjoint |
|---|--|---|---|
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation de l'Aveyron et du Lot | Madame Pascale Baranger, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Monsieur Marc Lemée-Lebeau directeur pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Sylvie Goudy, secrétaire administratif |
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Tarn et Garonne et du Gers | Madame Véronique Meunier, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Madame Céline Maudry, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Monsieur Laurent Liegeois, secrétaire administratif Madame Adina Huseinbasic directrice pénitentiaire d'insertion et de probation au service pénitentiaire d'insertion et de probation du Gers |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Hautes-Pyrénées | Madame Joan Sylvanico, directrice fonctionnelle du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Stéphanie Campemae, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Muriel Laporte secrétaire administrative grade 1 |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | | |
|---|--|--|--|
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Gard et de la Lozère | Monsieur Eric Lamboley, directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Véronique Vidal, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Céline Contri secrétaire administrative grade 1 |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Aude | Monsieur Dominique Laurent directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Véronique Hannecart, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Touzelet secrétaire administrative |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Pyrénées-Orientales | Monsieur Philippe Lambrigot directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Nina Miel, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Béatrice Perron, secrétaire administrative |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Tarn | Madame Geneviève Dolata, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Monsieur Rémi Hoareau, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Catherine Enjarlan, secrétaire administrative |

Article 16 : délégation est donnée pour signer au nom du directeur interrégional, l'ensemble des actes d'engagement et des dépenses budgétaires nécessaires à la réalisation des missions assurées par les services pénitentiaires d'insertion et de probation :

| CENTRES DE COUT | Délégation donnée au directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation |
|---|--|---|
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation de l'Aveyron et du Lot | Madame Pascale Baranger, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Monsieur Marc Lemée-Lebeau directeur pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Tarn et Garonne et du Gers | Madame Véronique Meunier, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Madame Céline Maudry, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Hautes-Pyrénées | Madame Joan Sylvanielo, directrice fonctionnelle du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Stéphanie Campemae, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation du Gard et de la Lozère | Monsieur Eric Lamboley, directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Véronique Vidal, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|--|--|--|
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Aude | Monsieur Dominique Laurent, directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Véronique Hannecart, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation des Pyrénées-Orientales | Monsieur Philippe Lambrigot directeur fonctionnel du service pénitentiaire d'insertion et de probation | Madame Nina Miel, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation du Tarn | Madame Geneviève Dolata, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation | Monsieur Rémi Hoareau, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Services pénitentiaires d'insertion et de probation de la Haute-Garonne et de l'Ariège | Madame Véronique Dumas, directrice fonctionnelle des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Monsieur Sébastien Dumont, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation |
| Service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault | Monsieur Pierrick Leneuve, directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation | Madame Emilie Morin, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation |

Article 17 : délégation est donnée pour signer les actes d'engagement, des recettes et des dépenses budgétaires des services suivants dans la limite de 1 000 € par acte et afin d'assurer leur fonctionnement propre :

| CENTRES DE COUT | Délégation donnée au chef de service | Délégation donnée à l'adjoint en l'absence du chef de service |
|--|--|--|
| Autorité de régulation et de programmation des extractions judiciaires | Monsieur Patrick Séguinaud, chef des services pénitentiaires | Monsieur Christian Wacquez capitaine pénitentiaire |
| Equipe régionale d'intervention et de sécurité | Monsieur Patrice Verdier, chef des services pénitentiaires | Monsieur Claude Bertrand, capitaine pénitentiaire |
| Pôle Placement sous surveillance électronique | Monsieur Sébastien Job, capitaine pénitentiaire | Monsieur Aachour Belilita capitaine pénitentiaire |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

Article 18 : Dans le cadre du fonctionnement de l'UO Immobilier sous CHORUS, délégation est donnée, pour valider dans l'applicatif « Chorus Cœur », et « Chorus formulaires » les demandes d'achat et la saisie de la constatation du service fait liées au fonctionnement du BOP de la direction interrégionale, à :

| Nom | Prénom | Lieu d'affectation |
|---------|----------|--------------------|
| MARCOS | Esther | DISP TOULOUSE |
| ESPEU | Julien | DISP TOULOUSE |
| ROHA | Stephane | DISP TOULOUSE |
| MAILLET | Karine | DISP TOULOUSE |

Article 19 : Dans le cadre du fonctionnement du BOP Fonctionnement sous CHORUS, délégation est donnée, pour valider dans l'applicatif « Chorus formulaires » les demandes d'achat et la saisie de la constatation du service fait (titre de perception, validation de services, ...), à :

| Nom | Prénom | Lieu d'affectation |
|------------|--------|--------------------|
| MOSTEFAOUI | Zaia | DISP TOULOUSE |
| COMBES | Sandra | DISP TOULOUSE |

Article 20 : Dans le cadre du fonctionnement du BOP Fonctionnement sous CHORUS, délégation est donnée, pour valider dans l'applicatif « Chorus formulaires communication » les demandes de paiement directes, à :

| Nom | Prénom | Lieu d'affectation |
|-----------|-----------|--------------------|
| LACOMBE | Stéphanie | DISP TOULOUSE |
| WURTZEL | Barbara | DISP TOULOUSE |
| BOURGEOIS | Aude | DISP TOULOUSE |
| DUFLOUCQ | Céline | DISP TOULOUSE |
| POLASTRON | Sandra | DISP TOULOUSE |
| LADOUR | Yasmine | DISP TOULOUSE |
| SIADOUS | Patricia | DISP TOULOUSE |
| LEMARIE | Dominique | DISP TOULOUSE |
| TATHYS | Jocelyn | DISP TOULOUSE |

Article 21 : Dans le cadre du fonctionnement du BOP Fonctionnement sous CHORUS, délégation est donnée, pour saisir dans l'applicatif « Chorus formulaires » les expressions de besoin, valider les

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

demandes d'achat et saisir la constatation du service fait liées au fonctionnement du BOP de la direction interrégionale et du compte de commerce 912, à

| Nom | Prénom | Lieu d'affectation |
|--------------|--------------|--------------------|
| MEGHABBAR | Fadel | SPIP 11 |
| TOUZELET | Sandra | SPIP 11 |
| NALILACARIN | Sandy | SPIP 12 - 46 |
| LEMEE LEBEAU | Marc | SPIP 12 - 46 |
| CONTRI | Céline | SPIP 30 |
| DIEME | Sandrine | SPIP 31 |
| LECOQ | Chrystelle | SPIP 31 |
| GIRAUD | Jean | SPIP 31 |
| LECOEUR | Stéphane | SPIP34 |
| CHAOUA | Yamina | SPIP34 |
| PAKAINA | Isabelle | SPIP34 |
| LAPORTE | Muriel | SPIP 65 |
| PERRON | Béatrice | SPIP 66 |
| DEBOU | Magali | SPIP 66 |
| DAVEUX | Nathalie | SPIP 66 |
| ENJALRAN | Catherine | SPIP 81 |
| GUERIN | Florence | SPIP 81 |
| LIEGEOIS | Laurent | SPIP 82 |
| BONNARDOT | Nadine | SPIP 82 |
| CHEVALIER | Christèle | CD MURET |
| BRUNO-SALEL | Christine | CD MURET |
| DELSART | Véronique | CD MURET |
| FRANK | Marie-Pierre | CD MURET |
| KACI | Martine | CD ST SULPICE |
| COURSEAUX | Magalie | CD ST SULPICE |
| HELALI | Farida | CP BEZIERS |
| ROSE | Françoise | CP BEZIERS |
| BOUSSAIDI | Maria | CP SEYSSES |
| SEGUELA | Céline | CP SEYSSES |
| MISCHIERI | Claudia | CP SEYSSES |
| FONTIBUŞ | Cathy | CP SEYSSES |
| LEPEZ | Isabelle | CP LANNEMEZAN |
| DOMPS | Stéphanie | CP LANNEMEZAN |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|---------------|-------------|---------------|
| PENE-MAUPAS | Chrystelle | CP LANNEMEZAN |
| URSULET | Catherine | CP LANNEMEZAN |
| RIBON | Clara | CP PERPIGNAN |
| CATALA | Carole | CP PERPIGNAN |
| VENANCIE | Véronique | CP PERPIGNAN |
| BRUNOVIC | Anne-Sophie | CP PERPIGNAN |
| VALETTE | Romain | DISP TOULOUSE |
| BOURGOIS | Aude | DISP TOULOUSE |
| DUFLOUCQ | Céline | DISP TOULOUSE |
| LACOMBE | Stéphanie | DISP TOULOUSE |
| GRIMAL | Christine | DISP TOULOUSE |
| MUKESHIMANA | Scholastica | DISP TOULOUSE |
| MELA | Antoine-Ben | DISP TOULOUSE |
| MAILLET | Karine | DISP TOULOUSE |
| SANCHEZ | Anne-Rose | DISP TOULOUSE |
| SZOPA | Andre | DISP TOULOUSE |
| TATHYS | Jocelyn | DISP TOULOUSE |
| SIADOUS | Patricia | DISP TOULOUSE |
| VIDALENC | Samantha | DISP TOULOUSE |
| WURTZEL | Barbara | DISP TOULOUSE |
| PETIT | Christine | DISP TOULOUSE |
| CLARY | Dominique | DISP TOULOUSE |
| CHAUSY | Sébastien | DISP TOULOUSE |
| COMBES | Sandra | DISP TOULOUSE |
| BEN SACI | Maud | DISP TOULOUSE |
| LOURI | Arlette | DISP TOULOUSE |
| LAGUERRE | Françoise | DISP TOULOUSE |
| QUEULIN | Carole | DISP TOULOUSE |
| BARRADAS | Nathalie | DISP TOULOUSE |
| GALET | Pascal | DISP TOULOUSE |
| FAIVRE | Laurent | DISP TOULOUSE |
| DINGLI | Eric | DISP TOULOUSE |
| BETAILLOULOUX | Emilie | DISP TOULOUSE |
| VALLEE | Christelle | DISP TOULOUSE |
| OUBERRI | Rachida | DISP TOULOUSE |
| MARQUES | Louis | DISP TOULOUSE |
| CAMPAGNE | Philippe | DISP TOULOUSE |

Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse

| | | |
|-----------------|---------------|--------------------------------|
| POLASTRON | Sandra | DISP TOULOUSE |
| LADOUR | Yasmine | DISP TOULOUSE |
| PITTARO | Karine | DISP TOULOUSE |
| LEMARIE | Dominique | DISP TOULOUSE |
| THYS | Sébastien | DISP TOULOUSE - CIRP |
| SOBECKI | Fabien | DISP TOULOUSE - CIRP |
| HIVET | Gisèle | DISP TOULOUSE - ERIS |
| MAGNE | Jean-François | DISP TOULOUSE – ARPEJ/PREJ |
| BRUN | Christelle | MA ALBI |
| MOULIS | Jérôme | MA ALBI |
| CALS | Aude | MA CARCASSONNE |
| JOURNET | Isabelle | MA CARCASSONNE |
| RASPECTA | Méléna | MA FOIX |
| COMBRES | Karine | MA MONTAUBAN |
| MERIC | Olivier | MA MONTAUBAN |
| PIOT-MARCONE | Laurent | MA NIMES |
| MARTI | Thierry | MA NIMES |
| FORIN | Mérodie | MA NIMES |
| MEBARKI | Arielle | MA NIMES |
| CUSSAC | Brigitte | MA RODEZ |
| BERNARD | Alexandra | MA RODEZ |
| BIZOT | Delphine | MA TARBES |
| CLAWEY | Cindy | MA TARBES |
| DARTIGUELONGUE | Jérémie | EPM LAVAUUR |
| GLASSNER | Sylvie | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| BOUKEZZOULA | Fatima | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| ROCHETTE-LENOIR | Valérie | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |

Article 22 : Dans le cadre de la dématérialisation du traitement des frais de déplacement, délégation est donnée, pour valider en qualité de service gestionnaire (SG) dans l'applicatif « Chorus DT », à

| Nom | Prénom | Lieu d'affectation |
|-----------|-----------|--------------------|
| CORREA | Murielle | CD MURET |
| CHEVALIER | Christèle | CD MURET |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|-----------------|-----------------|--------------------------------|
| BLANCHARD | Sabrina | CD MURET |
| COURSEAUX | Magalie | CD ST SULPICE |
| KACI | Martine | CD ST SULPICE |
| DOMPS | Stéphanie | CP LANNEMEZAN |
| URSULET | Catherine | CP LANNEMEZAN |
| LEPEZ | Isabelle | CP LANNEMEZAN |
| MAUPAS | Chrystelle | CP LANNEMEZAN |
| GLASSNER | Sylvie | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| BOUKEZZOULA | Fatima | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| IZARD | Cécile | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| ROCHETTE-LENOIR | Valérie | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| MIGLIACCIO | Patrick | MA ALBI |
| ROCHE | Sandrine | MA ALBI |
| BERTAUDIÈRE | Jean-Patrice | MA ALBI |
| BRUN | Christelle | MA ALBI |
| ALAPHILIPPE | Isabelle | MA ALBI |
| RASPECTA | Méléna | MA FOIX |
| DARCHE | Marie-Pierre | MA FOIX |
| GUILLEMOZ | Christelle | MA FOIX |
| EYNARD | Emmanuel | MA MENDE |
| CHARLIN | Christelle | MA MENDE |
| ROBLIN | Jérémy | MA MENDE |
| PANTEL | Amandine | MA MENDE |
| CHAPTAL | Jean Luc | MA MENDE |
| CUSSAC | Brigitte | MA RODEZ |
| BERNARD | Alexandra | MA RODEZ |
| OURAHMOUN | Sarah | MA RODEZ |
| BREUCQ | Christophe | MA RODEZ |
| DUFOUR | Véronique | MA TARBES |
| LATCHIA | Cindy | MA TARBES |
| BIZOT | Delphine | MA TARBES |
| BARILLEC | Anne-Lise-Marie | MA TARBES |
| ALAPHILIPPE | Fabrice | PREJ ALBI |
| BENOIST | Christophe | PREJ ALBI |
| SORIANO | Amandine | PREJ BEZIERS |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|------------------|-----------|---------------------|
| MOUTOU | Xavier | PREJ BEZIERS |
| FIZE | Laurent | PREJ NIMES |
| JANVIER | Peggy | PREJ MURET |
| TERUEL | Nicolas | PREJ MURET |
| SEGUINAUD | Patrick | ARPEJ DISP TOULOUSE |
| WACQUEZ | Christian | ARPEJ DISP TOULOUSE |
| HIVET | Gisèle | ERIS/CYNO |
| MIRAVETE | Marie | CYNO |
| AMBAYRAC | Jérémie | CIRP TOULOUSE |
| DEL-OLMO | Marianne | CIRP TOULOUSE |
| SOBECKI | Fabien | CIRP TOULOUSE |
| THYS | Sébastien | CIRP TOULOUSE |
| MEGHABBAR | Fadel | SPIP 11 |
| ARRICOT | Sylvie | SPIP 11 |
| TOUZELET | Sandra | SPIP 11 |
| NALILACARIN | Sandy | SPIP 12-46 |
| LEMEE-LEBEAU | Marc | SPIP 12-46 |
| GOUDY | Sylvie | SPIP 12-46 |
| VIDAL | Veronique | SPIP 30-48 |
| CONTRI | Celine | SPIP 30-48 |
| LAMBERT MAROUZET | Anne | SPIP 30-48 |
| MORIN | Emilie | SPIP 34 |
| CHAOUA | Yamina | SPIP 34 |
| LÉCOEUR | Stéphane | SPIP 34 |
| DELTOUR | Isabelle | SPIP 34 |
| SYLVANIELO | Joan | SPIP 65 |
| CAMPEMAE | Stephanie | SPIP 65 |
| LAPORTE | Muriel | SPIP 65 |
| ENJALRAN | Catherine | SPIP 81 |
| GUERIN | Florence | SPIP 81 |
| PERRON | Béatrice | SPIP 66 |
| MERIC | Olivier | MA MONTAUBAN |
| COMBRES | Karine | MA MONTAUBAN |
| RIVIERE | Franck | MA MONTAUBAN |
| LE GOUESBE | Sebastien | MA MONTAUBAN |
| MAUDRY | Céline | SPIP 82-32 |
| MEUNIER | Véronique | SPIP 82-32 |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|----------------|--------------|----------------|
| CAUBEL | Céline | CP PERPIGNAN |
| RIBON | Clara | CP PERPIGNAN |
| CATALA | Carole | CP PERPIGNAN |
| BLONDEL | Stéphanie | CP PERPIGNAN |
| BRUNOVIC | Anne-Sophie | CP PERPIGNAN |
| VENANCIE | Véronique | CP PERPIGNAN |
| MAVEYRAUD | Laurence | CP PERPIGNAN |
| FARRAS | Isabelle | CP PERPIGNAN |
| JMAILI | Djamila | CP PERPIGNAN |
| LABORDE MOURET | Christine | CP PERPIGNAN |
| CHRETIEN | Cécile | CP PERPIGNAN |
| FONTIBUS | Cathy | CP SEYSSSES |
| BOUSSAIDI | Maria | CP SEYSSSES |
| SEGUELA | Céline | CP SEYSSSES |
| BIELKIEWICK | Boris | CP SEYSSSES |
| MARTI | Thierry | MA NIMES |
| MEBARKI | Arielle | MA NIMES |
| JOURNET | Isabelle | MA CARCASSONNE |
| BOUTRIT | Jean-Michel | MA CARCASSONNE |
| VIVAN | Lucas | EPM LAVAUUR |
| DEDIEU | Elise | SPIP 31-09 |
| DIEME | Sandrine | SPIP 31-09 |
| LECOQ | Chrystelle | SPIP 31-09 |
| DUMAS | Véronique | SPIP 31-09 |
| DUMONT | Sebastien | SPIP 31-09 |
| GIRAUD | Jean | SPIP 31-09 |
| LALLEMENT | Sandrine | CP BEZIERS |
| BEGUE | Marie Mylène | CP BEZIERS |
| VERSCHAEVE | Gaëlle | CP BEZIERS |
| DESLANDES | Maud | CP BEZIERS |
| GARDENAL | Chloé | DISP TOULOUSE |
| DELSOL | Yves | DISP TOULOUSE |
| MOREAU | Catherine | DISP TOULOUSE |
| LANCELLE | Annick | DISP TOULOUSE |
| GERBIER | Isabelle | DISP TOULOUSE |
| MARCOS | Esther | DISP TOULOUSE |
| ESPEU | Julien | DISP TOULOUSE |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|-----------|-----------|---------------|
| CORSETTI | Céline | DISP TOULOUSE |
| BELACEL | Myriam | DISP TOULOUSE |
| MANGEL | Rodolphe | DISP TOULOUSE |
| LIENARD | Stéphanie | DISP TOULOUSE |
| CAMELOT | Agnès | DISP TOULOUSE |
| CLARY | Dominique | DISP TOULOUSE |
| CHAUSY | Sébastien | DISP TOULOUSE |
| BOURGEOIS | Aude | DISP TOULOUSE |
| DUFLOUCQ | Céline | DISP TOULOUSE |
| DINGLI | Eric | DISP TOULOUSE |
| MOUMANEIX | Arnaud | DISP TOULOUSE |
| ARMAND | Marine | DISP TOULOUSE |
| LAMOTHE | David | DISP TOULOUSE |
| BORDET | Stéphane | DISP TOULOUSE |
| VALLETTE | Romain | DISP TOULOUSE |
| LACOMBE | Stéphanie | DISP TOULOUSE |
| WURTZEL | Barbara | DISP TOULOUSE |
| QUEULIN | Carole | DISP TOULOUSE |
| DESURMONT | Bérengère | DISP TOULOUSE |
| POLASTRON | Sandra | DISP TOULOUSE |
| PITTARO | Karine | DISP TOULOUSE |
| LADOUR | Yasmine | DISP TOULOUSE |
| MELA | Antoine | DISP TOULOUSE |
| MAILLET | Karine | DISP TOULOUSE |
| LAMBRIGOT | Philippe | SPIP 66 |
| MIEL | Nina | SPIP 66 |
| PERRON | Béatrice | SPIP 66 |
| DAVEUX | Nathalie | SPIP 66 |
| DEBOU | Magali | SPIP 66 |

Article 23 : Dans le cadre de la dématérialisation du traitement des frais de déplacement, délégation est donnée, pour valider en qualité de gestionnaires contrôleur (GC) dans l'applicatif « Chorus DT », à

| Nom | Prénom | Lieu d'affectation |
|-------------|-----------|--------------------|
| CHEVALIER | Christèle | CD MURET |
| BRUNO-SALEL | Christine | CD MURET |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|-----------------|-----------------|--------------------------------|
| DELSART | Véronique | CD MURET |
| FRANK | Marie-Pierre | CD MURET |
| KACI | Martine | CD ST SULPICE |
| COURSEAUX | Magalie | CD ST SULPICE |
| DOMPS | Stéphanie | CP LANNEMEZAN |
| URSULET | Catherine | CP LANNEMEZAN |
| LEPEZ | Isabelle | CP LANNEMEZAN |
| MAUPAS | Chrystelle | CP LANNEMEZAN |
| GLASSNER | Sylvie | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| BOUKEZZOULA | Fatima | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| IZARD | Cécile | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| ROSSIGNOL | Pauline | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| ROCHETTE-LENOIR | Valérie | CP VILLENEUVE LES MAGUELONE |
| MIGLIACCIO | Patrick | MA ALBI |
| ROCHE | Sandrine | MA ALBI |
| BRUN | Christelle | MA ALBI |
| ALAPHILIPPE | Isabelle | MA ALBI |
| BERTAUDIÈRE | Jean-Patrice | MA ALBI |
| RASPECTA | Méléna | MA FOIX |
| DARCHE | Marie-Pierre | MA FOIX |
| GUILLEMOZ | Christelle | MA FOIX |
| PANTEL | Amandine | MA MENDE |
| CHAPTAL | Jean Luc | MA MENDE |
| EYNARD | Emmanuel | MA MENDE |
| CHARLIN | Christelle | MA MENDE |
| ROBLIN | Jérémy | MA MENDE |
| DELIËSCHE | Thierry | MA RODEZ |
| CUSSAC | Brigitte | MA RODEZ |
| BERNARD | Alexandra | MA RODEZ |
| BREUCQ | Christophe | MA RODEZ |
| OURAHMOUN | Sarah | MA RODEZ |
| DUFOUR | Véronique | MA TARBES |
| LATCHIA | Cindy | MA TARBES |
| BIZOT | Delphine | MA TARBES |
| BARILLEC | Anne-Lise-Marie | MA TARBES |

**Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse**

| | | |
|------------------|-------------|--------------|
| ARRICOT | Sylvie | SPIP 11 |
| MEGHABBAR | Fadel | SPIP 11 |
| TOUZELET | Sandra | SPIP 11 |
| NALILACARIN | Sandy | SPIP 12-46 |
| GOUDY | Sylvie | SPIP 12-46 |
| VIDAL | Veronique | SPIP 30-48 |
| CONTRI | Celine | SPIP 30-48 |
| LAMBERT MAROUZET | Anne | SPIP 30-48 |
| MORIN | Emilie | SPIP 34 |
| LECOEUR | Stéphane | SPIP 34 |
| CHAOÛA | Yamina | SPIP 34 |
| DELTOUR | Isabelle | SPIP 34 |
| SYLVANIELO | Joan | SPIP 65 |
| CAMPEMAE | Stephanie | SPIP 65 |
| LAPORTE | Muriel | SPIP 65 |
| ENJALRAN | Catherine | SPIP 81 |
| GUERIN | Florence | SPIP 81 |
| PERRON | Béatrice | SPIP 66 |
| LAMBRIGOT | Philippe | SPIP 66 |
| DEBOU | Magali | SPIP 66 |
| DAVEUX | Nathalie | SPIP 66 |
| MIEL | NINA | SPIP 66 |
| MERIC | Olivier | MA MONTAUBAN |
| COMBRES | Karine | MA MONTAUBAN |
| RIVIERE | Franck | MA MONTAUBAN |
| LE GOUESBE | Sebastien | MA MONTAUBAN |
| MAUDRY | Céline | SPIP 82-32 |
| MEUNIER | Véronique | SPIP 82-32 |
| CAUBEL | Céline | CP PERPIGNAN |
| RIBON | Clara | CP PERPIGNAN |
| CATALA | Carole | CP PERPIGNAN |
| BLONDEL | Stéphanie | CP PERPIGNAN |
| BRUNOVIC | Anne-Sophie | CP PERPIGNAN |
| VENANCIE | Véronique | CP PERPIGNAN |
| MAVEYRAUD | Laurence | CP PERPIGNAN |
| JMAILI | Djamila | CP PERPIGNAN |
| LABORDE MOURET | Christine | CP PERPIGNAN |

Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Toulouse

| | | |
|------------|--------------|----------------|
| FONTIBUS | Cathy | CP SEYSSES |
| SEGUELA | Céline | CP SEYSSES |
| BOUSSAÏDI | Maria | CP SEYSSES |
| MARTI | Thierry | MA NIMES |
| MEBARKI | Arielle | MA NIMES |
| JOURNET | Isabelle | MA CARCASSONNE |
| BOUTRIT | Jean-Michel | MA CARCASSONNE |
| VIVAN | Lucas | EPM LAVAUUR |
| DEDIEU | Elise | SPIP 31-09 |
| DIEME | Sandrine | SPIP 31-09 |
| LECOQ | Chrystelle | SPIP 31-09 |
| DUMAS | Véronique | SPIP 31-09 |
| DUMONT | Sebastien | SPIP 31-09 |
| GIRAUD | Jean | SPIP 31-09 |
| LALLEMENT | Sandrine | CP BEZIERS |
| BEGUE | Marie Mylène | CP BEZIERS |
| VERSCHAEVE | Gaëlle | CP BEZIERS |
| DESLANDES | Maud | CP BEZIERS |
| BOURGEOIS | Aude | DISP TOULOUSE |
| DUFLOUCQ | Céline | DISP TOULOUSE |
| POLASTRON | Sandra | DISP TOULOUSE |
| LADOUR | Yasmine | DISP TOULOUSE |
| PITTARO | Karine | DISP TOULOUSE |
| LACOMBE | Stéphanie | DISP TOULOUSE |
| WURTZEL | Barbara | DISP TOULOUSE |

Article 24 : La décision n°19/2023 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature du directeur interrégional des services pénitentiaires est abrogée.

Article 25 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Occitanie.

Fait à Toulouse, le 2 novembre 2023

Le directeur interrégional
des services pénitentiaires de Toulouse

Stéphane GELY

